

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC RECIA

Le groupement informatique au service de l'action publique
en Centre-Val de Loire



RAPPORT D'ACTIVITES

Année 2023

GIP Recia
3, avenue Claude Guillemin – Bât. F1
BP 36009 - 45060 Orléans Cedex 2
02 38 42 79 60
www.recia.fr

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	3
1. LES ACTIVITÉS D’ANIMATION ET DE CONSEIL	4
L’élaboration et le suivi de la SCORAN	4
Le hub-lo et la médiation numérique	5
Le réseau des données territoriales (Do.TeRR) et la plate-forme géomatique Géo-Centre	6
L’innovation et les logiciels libres.....	8
La constitution du CSIRT régional.....	9
Le programme « Territoire Numérique Educatif du Cher » : un tremplin vers l’innovation pédagogique.....	10
2. LES ACTIVITES DE PRESTATIONS MUTUALISEES.....	11
Le réseau régional THD6.....	11
L’offre mobilité et objets connectés.....	11
Le projet RECOR.....	11
La Gestion des Services Informatiques des établissements de formation.....	12
Les Espaces Numériques de Travail.....	14
Les Services Numériques aux Collectivités	14
3. L’ORGANISATION ADMINISTRATIVE	19
Les adhésions.....	19
Le partenariat avec les Opérateurs de Services Publics Numériques	20
Les réunions statutaires	20
Les services internes.....	21
CONCLUSION.....	23

INTRODUCTION

Pour ses 20 ans, le GIP RECIA a connu une activité très dense en 2023, avec un budget exceptionnel de plus de 20 millions d'euros, un effectif d'environ 80 personnes et un nombre d'adhésions record de plus de 200 nouveaux membres.

Pour chacun de ces repères chiffrés, soyons conscients qu'ils correspondaient sans doute à un maximum, à l'exception, peut-être, des effectifs, dont la croissance se ralentira néanmoins très logiquement.

En effet, si le budget a été aussi important en 2023, c'est parce que le GIP a porté le réseau de fibre noire RECOR, pour les lycées et les acteurs régionaux de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En mobilisant les fonds REACT-EU à hauteur de 10,5 millions d'euros, nous avons livré, dans un temps contraint, un backbone qui dessert plus d'une centaine de sites sur l'ensemble de la région, et fournit des liens télécom très performants, à un prix très maîtrisé pour les 15 ans à venir.

Si nous avons convaincu plus de 200 structures publiques de nous rejoindre, notons que l'adhésion au service « PrimOT » a souvent constitué une motivation nouvelle, qui rend compte de notre capacité à répondre à la sollicitation du Rectorat pour proposer un ENT des écoles, mais qui reste un motif trop ponctuel au regard de l'ensemble de notre offre de mutualisation vers les collectivités. Il nous reste à convaincre ces nouveaux adhérents de la pertinence de nos services de e-administration, de DPO, de cybersécurité ou de DSI à temps partagé.

Or, sur ces services mutualisés, nous avons plutôt stagné en 2023, nous heurtant souvent à une certaine difficulté à faire partager les enjeux de la dématérialisation, de la sécurité informatique, de l'intérêt d'investir encore dans des outils numériques, fussent-ils mutualisés. L'expérimentation de la « valise ONE » nous l'a montrée : sans un accompagnement de terrain, pas à pas, constant, bienveillant, les usages ne décollent pas. Or, cet accompagnement humain est celui qui coûte le plus au GIP, bien plus que les outils numériques eux-mêmes. Il est assez facile de « casser les prix », si on laisse ensuite les utilisateurs face aux difficultés d'usages. Or, il est bien dans la vocation du GIP d'accompagner les collectivités dans la durée, de faire véritablement bouger les services publics avec les outils numériques, si possible en visant une certaine souveraineté, en garantissant le respect des données personnelles, en préparant la résilience face aux attaques cyber, au meilleur coût.

En 2023, dans un rôle nouveau « d'incubateur » de projets, nous avons porté le Centre de réponses à incidents cyber régional « CyberRéponse », qui a ouvert le 20 mars 2023. Il s'est inscrit dans un écosystème d'acteurs que nous avons animé, et particulièrement mobilisé, à la demande de la Région, lors des premières assises régionales de la cybersécurité, qui furent un succès.

A la demande de la Préfecture de région, le GIP RECIA est très investi dans l'animation et la rédaction de la SCORAN, dont la quatrième version a été validée en juin 2023. Cette mise en cohérence des initiatives publiques en région dans le domaine du numérique reste très vertueuse, en donnant des perspectives, en favorisant l'animation des communautés, en concrétisant à bon rythme les ambitions communes. Sur les 33 « fiches » de projets ou d'animations, le GIP RECIA est en responsabilité directe sur un tiers.

En 2018, le GIP avait mobilisé ses membres pour écrire sa « feuille de route 2018-2022 ». Si la pandémie de Covid a bousculé le calendrier, il était indispensable de remettre l'ouvrage sur le métier, et les « Assises du GIP RECIA », organisées en octobre 2023, ont permis de nouveau une réflexion stratégique pour la période « 2023-2027 », validée à travers une nouvelle feuille de route approuvée en Assemblée Générale.

Elle constate d'abord la force technique des équipes du GIP, au cœur du service public, pérennisant leur mobilisation au service de l'éducation et des collectivités territoriales. Elle propose un effort de transversalité au profit de l'ensemble des structures publiques en région, et met en perspective une organisation qui articule

une forte présence de terrain pour accompagner les personnels des établissements et des collectivités, et un support à distance.

Début décembre 2023, en marge de l'Assemblée Générale, les « 20 ans du GIP RECIA » ont donné l'occasion d'un temps de témoignage des différents Présidents et Directeurs sur les étapes de création et d'évolution de la structure, avant de convier les personnels et les partenaires proches à un moment festif.

Comme à l'habitude depuis les « Assises du GIP RECIA » de 2018, et pour la dernière fois donc, nous présenterons nos activités à travers deux chapitres :

- Les activités d'animation et de conseil
- Les prestations mutualisées

1. LES ACTIVITÉS D'ANIMATION ET DE CONSEIL

L'ELABORATION ET LE SUIVI DE LA SCORAN



Depuis 2010, à la demande de la Préfecture de région, associant étroitement la Région, le GIP RECIA anime les communautés afin d'élaborer et de suivre la SCORAN (Stratégie de Cohérence régionale pour l'Aménagement et les usages numériques). En juin 2023, après plus d'un an de travail, la version numéro quatre a été validée au cours d'une Commission régionale de stratégie numérique, co-présidée par la Préfète de région et par le Président du Conseil régional.

La nouvelle version souligne quatre principes (éthique, souveraineté, sobriété, mixité) et s'articule autour de quatre enjeux :

- Un enjeu transversal : la féminisation des métiers du numérique
- Trois enjeux thématiques :
 - o L'enjeu d'inclusion : favoriser l'accès aux infrastructures et lutter contre l'exclusion numérique
 - o L'enjeu de performance : mettre le numérique au service des politiques publiques
 - o L'enjeu d'avenir : développer la formation et l'innovation dans un écosystème sécurisé

La gouvernance a été simplifiée, faisant de la Commission Régionale de Stratégie numérique l'instance de pilotage et de suivi de la SCORAN.

Des fiches « animation » et « projet » précisent des objectifs opérationnels, désignent un pilote, des participants, un animateur, proposent des indicateurs de réalisation, des éléments de calendrier.

Pour sa part, le GIP est en responsabilité sur les fiches suivantes :

- Accessibilité handicap (fiche projet 2-4)
- Réseau régional de la donnée territoriale (fiche animation No 3.6)
- Référentiels géomatiques mutualisés (fiche projet No 3.7)

- Connaissance et suivi des zones d'activités économiques (fiche projet No 3.8)
- Challenge Open data (fiche projet No 3.10)
- Valise « Offre numérique essentielle » (fiche projet No 3.11)
- E-portfolio de compétences (fiche projet No 4.2)
- Réseau régional du numérique responsable (fiche No 4.4)
- RECOR (fiche projet No 4.9)
- Réseau régional des acteurs cyber (fiche animation No 4.12)
- CSIRT CybeRéponse (fiche projet No 4.13)

On peut repérer que le GIP a parfois un rôle central d'animation (Doterr, réseau des acteurs cyber, réseau du numérique responsable), ou un rôle d'opérateur (valise ONE, e-portfolio, RECOR), ou encore un rôle d'incubateur (CSIRT).

Le GIP est aussi partie-prenante sur les onze fiches suivantes :

- Suivi des infrastructures numériques (fiche animation No 2.1)
- Inclusion numérique (fiche animation No 2.2)
- Les projets numériques de territoire (fiche projet No 2.3)
- Numérique et mobilité (fiche projet No 3.3)
- Datacentre (fiche projet No 3.9)
- Territoire Numérique Educatif du Cher (fiche animation No 4.1)
- Filière de ré-emploi (fiche projet No 4.5)
- Territoires durables et connectés (fiche projet No 4.6)
- Climate Data Hub (fiche projet No 4.7)
- Loire Valley Data Hub (fiche projet No 4.8)
- Campus cyber (fiche projet No 4.14)

La nouvelle version de la SCORAN a fait l'objet d'une impression de 200 exemplaires, et est par ailleurs téléchargeable sur le site web du GIP RECIA.

LE HUB-LO ET LA MEDIATION NUMERIQUE

Le GIP RECIA est membre du consortium Hub-lo avec l'Etat, la Région, le Mouvement associatif, le CRIJ et la Ligue de l'Enseignement. Il est particulièrement actif à la coordination régionale, en lien étroit avec le Mouvement associatif qui en a pris la responsabilité principale.

Le GIP contribue notamment à la coordination des six chargées de mission réparties sur la région. Cette étape est indispensable pour l'uniformisation des actions, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de France Numérique Ensemble (FNE). Le dispositif, présenté par l'État au cours de l'été, invite les Préfectures de département à saisir le sujet de la médiation numérique. Il s'agit alors d'identifier l'ensemble des acteurs œuvrant en faveur de l'inclusion et d'organiser une gouvernance locale. Le Hub-Lo s'est porté volontaire pour accompagner les préfetures dans l'organisation de cette démarche.

Le réseau historique des médiateurs numériques, enrichi des Conseillers Numérique France Services (CNFS), a évolué au cours de cette année. La plupart des collectifs départementaux ont fait le choix de thématiser leurs rencontres. Ainsi, chaque trimestre, les médiateurs se réunissent pour échanger, partager, créer de la ressource sur des sujets tels que l'Intelligence artificielle dans la médiation numérique, les dispositifs PIX, le suivi des usagers, etc.

L'édition 2023 du Hackathon de la médiation numérique s'est déroulée à Romorantin. Une cinquantaine de médiateurs se sont réunis pour travailler autour des thèmes suivants : le réemploi de matériel, la cybersécurité et le partage des ressources.

Le GIP a aussi accompagné le Hub-lo dans l'émergence des « projets numériques de territoires », en testant différentes formules visant à impliquer des acteurs locaux dans une prospective partagée.

LE RESEAU DES DONNEES TERRITORIALES (Do.TERR) ET LA PLATE-FORME GEOMATIQUE GEO-CENTRE

En application de la Directive INSPIRE (transposée en droit français en octobre 2010), de la loi NOTRe (2015) et de la loi dite « loi Lemaire » - pour une « République numérique » entrée en application en octobre 2018 et à travers le CPER 2021-2027, le GIP RECIA est chargé de favoriser l'ouverture des données territoriales et géographiques en région Centre-Val de Loire. Pour ce faire, il coordonne la communauté d'acteurs publics qui se fédère au sein du Réseau Régional des Données Territoriales (Do.TeRR), administre la plate-forme de services numériques Géo-Centre et réalise l'acquisition et de la mise à jour des données géographiques de référence (fichiers fonciers, ...) nécessaires à la description détaillée du territoire régional.

Dans ce cadre, une dizaine de réunions thématiques ont été organisée en 2023, réunissant environ 300 personnes. Les temps forts ont été :

- **24 janvier** : Webinaire sur les données Accessibilité animé en collaboration avec le CRIGE PACA et la Délégation ministérielle à l'Accessibilité, les DREAL Centre-Val de Loire et PACA.
- **28 février** : Webinaire sur les données des Zones d'Activités Économiques animé en collaboration avec la DREAL Centre-Val de Loire et le témoignage des agences d'urbanismes d'Orléans (TOPOS) et Tours (ATU), DEV'UP, Observatoire de l'Économie et des Territoires - PILOTE41.
- **23 mai** : Journée technique sur les données de cartographie 3D de l'intégralité du sol et du sursol dites données LIDAR HD (acronyme anglais de Light Detection And Ranging, détection et télémétrie par ondes lumineuses), animée en collaboration avec l'IGN dans les locaux de l'INSA Blois et le témoignage de l'ONF, la DREAL Centre-Val de Loire, le SIEIL 37.



- **23 mai** : Comité technique consultatif du réseau Do.TeRR Géo-Centre réunissant 72 personnes du territoire régional pour échanger sur les bilans et les orientations autour des données géographiques et ouvertes en Centre-Val de Loire.
- **8 et 9 juin** : Accueil des Journées nationales PRODIGE animées en collaboration avec le Laboratoire d'innovation ECOLAB du Commissariat général au développement durable du Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, le BRGM, Alkante et en présence de toutes les structures publiques en France utilisatrices de ce commun numérique (logiciel libre et gratuit) pour créer, mutualiser, partager l'information (<https://www.prodige-opensource.org/accueil>).



- **6 juillet** : Journée technique PCRS & RTGE animée en collaboration avec les métropoles de Tours et de Chartres dans les locaux du Conseil départemental du Loir-et-Cher sur l'opportunité de construire une démarche régionale mutualisée pour l'acquisition, l'hébergement et la diffusion d'une orthophotographie régionale très haute résolution.
- **22 septembre** : Journée technique sur les données Adresse animée en collaboration avec Orléans Métropole réunissant plus d'une centaine de personnes du territoire régional dans les locaux du LAB'O à Orléans et le témoignage de de la commune d'Azay-sur-Cher, des métropoles d'Orléans et de Tours, de l'Observatoire de l'Économie et des Territoires, de la DGFIP, de La Poste, du SMO Val de Loire Numérique, du SDIS 45.
- **1^{er} décembre** : Atelier technique aux usages des outils de la géomatique – logiciel libre QGIS – en collaboration avec le SIEIL 37, de Tours métropole, de l'agence d'urbanisme de l'agglomération de Tours (ATU).

On retrouve les vidéos de ces journées sur la chaîne du GIP RECIA : <https://pod.recia.fr/gip-recia/doterr-geocentre/>

Le GIP a aussi soutenu une douzaine de collectivités dans la deuxième édition du « challenge open data », en les accompagnant « pas à pas » dans la constitution et la libération de jeux de données, en mobilisant des financements de l'Etat à travers le plan de relance et de la Région. La clôture de cette seconde édition s'est tenue le 9 mars dans les locaux de la communauté de Communes Autour de Chenonceaux Bléré-Val de Cher. Cette seconde édition, enrichie, a permis la publication automatisée des Actes et marchés en Open data des collectivités utilisatrices des outils E-administration du GIP sur la plateforme régionale Géo-Centre et sur data.gouv.fr.

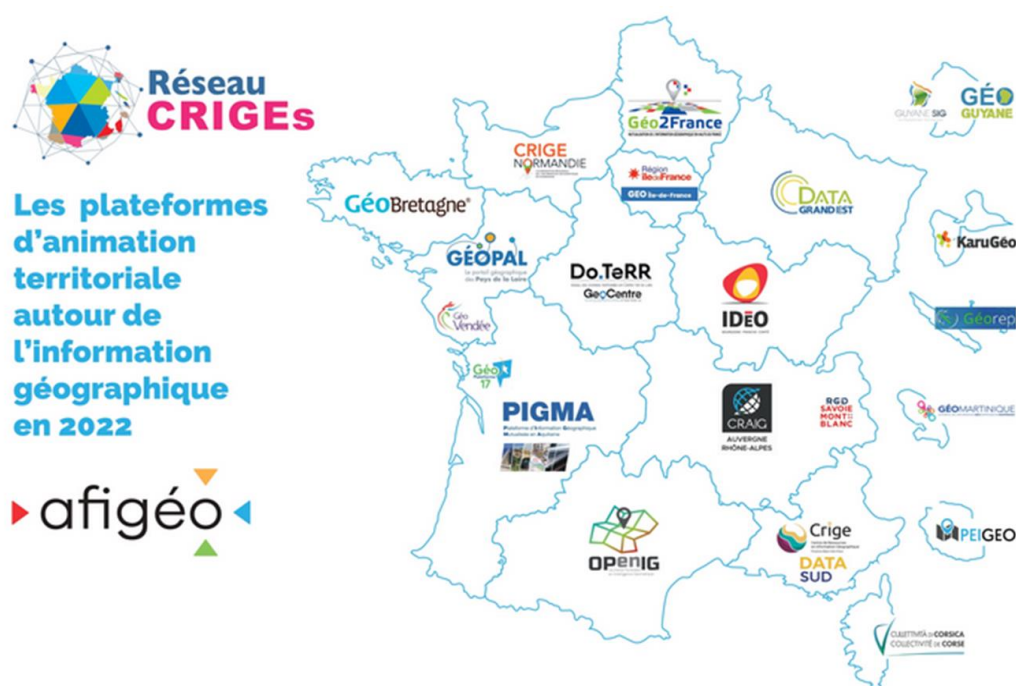
Par ailleurs, les autres actions ont été les suivantes :

- Participation aux travaux de la Région pour la constitution d'un « Climate Data Hub » en soutenant le repérage d'opportunités de cas d'usages.
- Le pôle métier « PCRS & RTGE » de Do.TeRR a initié le 6 juillet 2023 une démarche partenariale vers l'acquisition du géocommun orthophotographie Très Grande Échelle régionale.

- Comme chaque année, les fichiers fonciers ont été acquis auprès de la DGFIP et redistribués à l'ensemble des collectivités publiques après agrégation avec le parcellaire graphique.

La plate-forme des données géographiques et ouvertes continue d'évoluer afin de répondre aux besoins des utilisateurs. Géo-Centre propose un forum ainsi que le déploiement de tableau de bords composés de cartes interactives avec des tableaux de suivi de la data visualisation. Pour exemple, dans le cadre d'une collaboration avec la DREAL, l'ensemble des données des zones d'activités économiques du territoire régional est décrit au service des développeurs économiques des territoires. Un travail auprès des EPCI est en cours afin de permettre aux développeurs économiques de saisir leurs données locales.

Depuis 2023, Do.TeRR Géo-Centre représente les acteurs de l'information géographique au sein du conseil d'administration de l'association Française pour l'Information Géographique et contribue au pôle de coordination avec les territoires au sein du Conseil national de l'information géolocalisée.



L'INNOVATION ET LES LOGICIELS LIBRES

Dans le cadre du Plan de relance, le GIP avait été missionné par l'Etat, à travers le Préfet à la relance, pour concevoir une offre de logiciels libres à destination des petites collectivités. Cette offre, expérimentale, a pris la forme symbolique d'une « valise » portant une série d'outils numériques « essentiels ». La mise en œuvre de l'expérimentation a pris un peu de retard, mais une trentaine de collectivités ont testé les outils, tandis que l'association Nékoé, spécialisée dans le design de service, les accompagnait dans leurs usages. Les outils de la « valise ONE » incluent la réservation d'un nom de domaine et d'adresses mails dédiées. Ensuite, deux packs sont proposés. Le premier comprend différents outils destinés à la communication avec les citoyens, autour d'un site web qui intègre différents outils, dont ceux proposés par la DINUM, l'ANCT et l'AVICCA (Direct Mairie, Démarches simplifiées...), tandis que le deuxième constitue une première marche vers la résilience en cas de cyberattaque (cloud, antivirus, sauvegarde d'un poste, gestionnaire de mots de passe).

La compétence des ingénieurs du GIP dans le développement de logiciels est désormais reconnue, et il devient le référent technique de projets qui intéressent des acteurs régionaux mais s'inscrivent dans une démarche nationale. C'est le cas en particulier pour la création de e-portfolios d'apprentissage et de

compétences, pour les Universités et l'INSA, mais aussi pour l'Institut des Hautes Etudes de l'Education et de la Formation (IH2EF).

De même, le GIP, dans son association avec le consortium universitaire ESUP-Portail, a été missionné pour assurer la coordination technique nationale du programme AVENIR|s, volet Enseignement Supérieur Recherche (ESR), porté par l'ONISEP et l'université Savoie-Mont Blanc et qui rassemble de nombreux partenaires pour le développement de la démarche d'apprentissage par compétences dans l'enseignement supérieur et le développement du e-portfolio AVENIR|s-ESR.

Le GIP participe plus indirectement au projet expérimentateur de plateforme Open badges porté par l'INP Toulouse en association avec le consortium ESUP-Portail, en écho avec le projet régional « Badgeons le Centre-Val de Loire ».

LA CONSTITUTION DU CSIRT REGIONAL

En fin d'année 2021, la Région et l'ANSSI ont signé une convention aux termes de laquelle il doit être créé une équipe de réponse à incidents cyber en région, permettant aux PME-ETI, aux petites et moyennes collectivités et aux associations employeuses de bénéficier d'un accueil téléphonique, d'un premier niveau de conseil et d'une orientation vers des sociétés spécialisées, dans l'hypothèse où elles subiraient une cyber-attaque.

La Région a souhaité s'appuyer sur le GIP RECIA et sur l'Agence DEV'UP pour créer ce nouveau service, le GIP étant le porteur administratif et technique du projet.

Bénéficiant d'une démarche d'incubation mise en place par l'ANSSI, le GIP RECIA a constitué une équipe et préparé l'organisation du CSIRT.

Cela a abouti, le 20 mars 2023, à l'inauguration du CSIRT « CybeRéponse » en région Centre – Val de Loire. En appelant le 0 805 69 15 05, les PME, les associations employeuses et les collectivités territoriales sont prises en charges, conseillées, orientées vers des entreprises spécialisées. Ces dernières ont été mobilisées, afin de faire valoir leurs compétences, et sont régulièrement réunies, afin de contribuer à l'écosystème et faire valoir les enjeux de la cybersécurité.



Le CSIRT bénéficie de toutes les compétences du GIP, tant d'un point de vue technique qu'administratif.

Début juin, le GIP RECIA a organisé les premières assises régionales de la cybersécurité, dans les locaux de l'INSA de Bourges. Un peu plus de 250 personnes y ont participé.



Au-delà de ce temps fort, le GIP RECIA et Dev'up sont intervenus une centaine de fois dans l'année pour présenter CybeRéponse et mettre en exergue les enjeux de la cybersécurité devant près de 5000 personnes au total, sur tous les territoires de la région.

LE PROGRAMME « TERRITOIRE NUMERIQUE EDUCATIF DU CHER » : UN TREMPLIN VERS L'INNOVATION PEDAGOGIQUE

Depuis 2022, le programme TNE propose une démarche d'innovation à la communauté éducative du département du Cher sous l'impulsion et la responsabilité du Rectorat.

Le GIP y contribue, dans le cadre d'une convention qui mobilise la Banque des Territoires, permettant l'octroi des financements. L'axe principal, la continuité pédagogique, vise à combler le fossé numérique et à garantir un accès égal aux outils d'apprentissage.

Concrètement, cela se traduit par l'équipement des écoles, des collèges ou des lycées. Une démarche spécifique a été mise en œuvre vers les communes qui n'ont jamais bénéficié de subventions auparavant, en souhaitant déployer des matériels tels que tablettes, ordinateurs, tableaux numériques interactifs et vidéoprojecteurs interactifs.



En novembre 2023, une journée d'information et de découverte organisée à Saint-Amand-Montrond par le Rectorat a donné l'occasion au GIP RECIA de mieux valoriser sa mission. Cette rencontre a permis aux collectivités et aux enseignants de partager leurs expériences, de découvrir les dernières technologies éducatives et d'envisager de nouvelles perspectives pour l'enseignement.

Au cours de l'année 2023, une quinzaine de communes a bénéficié des subventions de la Banque des Territoires, portées par le GIP, et deux mandats ont été initiés, vers la ville de Bourges et vers le Département du Cher.

2. LES ACTIVITES DE PRESTATIONS MUTUALISEES

La mutualisation de compétences et de services constitue la deuxième manière d’agir du GIP RECIA. Par principe, et dans la recherche constante du meilleur rapport économique, les bénéficiaires financent directement les services qu’ils souscrivent.

LE RESEAU REGIONAL THD 6

Depuis le début des années 2000, la GIP RECIA propose de fournir des liens télécom à ses membres, à travers un marché de service souscrit auprès d’une entreprise spécialisée. Le titulaire de ce marché a été successivement Orange, SFR et Adista, l’actuel titulaire du 6^{ième} marché.

En 2023, 13 nouveaux adhérents ont rejoint le marché de service : les villes de Villandry, St Pierre des Corps, Auneau Bleury-Saint-Symphorien et Lucé, le GIP Pro Santé, l’Observatoire de Nançay, l’École Supérieure de Travaux publics, l’Aéroport de Châteauroux, la communauté de communes Touraine Vallée de l’Indre, le conseil départemental d’Eure et Loir pour ses services et Collèges, la ville et l’agglomération de Chartres.

A fin 2023, on compte 47 structures utilisatrices sur environ 700 points d’accès avec des débits variant de 4 mégas à 1 giga-octets.

Courant 2023, 115 sites d’enseignement et de recherche ont quitté ce réseau pour rejoindre le réseau ReCOR.

Durant 2023, nous avons mené la consultation visant à renouveler le marché pour les 4 années à venir. La société Adista a été reconduite et s’est vu notifier début 2024.

L’OFFRE MOBILITE ET OBJETS CONNECTES

Depuis 2021, le GIP RECIA permet à ses membres de bénéficier de tarifs intéressants pour leurs forfaits de téléphonie mobile ou pour leurs objets connectés à travers un marché de services souscrit auprès des opérateurs. Les opérateurs titulaires de ces marchés sont SFR et Bouygues.

Aujourd’hui, 58 membres sont abonnés au service de mobilité, pour un total de 3074 lignes chez SFR.

16 adhérents ont souscrit à l’offre Bouygues pour un total de 280 lignes

3 adhérents ont souscrit à l’offre IOT pour un total de 9 lignes activées.

Ces lots de mobilité se terminant fin 2024, ils seront renouvelés. Une étude sur la pertinence d’y ajouter des terminaux mobiles est en cours.

LE PROJET RECOR

S’inscrivant dans le Plan de relance européen REACT-EU, le projet de Réseau de Coopération Optique régional (ReCOR), vise à doter notre région d’une infrastructure à ultra-haut-débit (1 à 400 giga-octets), au service des usages de la recherche et de l’éducation. Constitué d’un réseau principal (backbone) de plus de 1170 km de long, irriguant toutes les villes préfectures de la région, complété par des boucles départementales, il dessert ainsi les lycées, les Universités, l’INSA, les sites de l’INRAE.

Les consultations lancées en 2021 ont été attribuées en février 2022. Nous travaillons depuis avec les 4 titulaires et les DSP locales à la construction du réseau ReCOR, en conservant le mode coopératif mis en place avec les partenaires afin d'affiner les architectures à mettre en place en collant au plus près aux besoins des futurs utilisateurs. Les premiers lycées ont migré sur ReCOR en janvier 2023.

Depuis l'été 2023, 115 sites utilisent le Réseau ReCOR et bénéficient de bandes passantes de 1 ou 10 Gb/s, selon leurs besoins. Pour des raisons technico-économiques, le raccordement des 16 sites du Loiret hors agglomération orléanaise ont été reportés à 2025. Ces sites sont donc toujours sur le réseau régional THD6, et ont vu leurs débits augmenter afin de ne pas les pénaliser dans leurs usages.

Une étude visant à raccorder d'autres sites de l'enseignement supérieur est en cours, visant en particulier les sites de formations sanitaires et sociales.

LA GESTION DES SERVICES INFORMATIQUES DES ETABLISSEMENTS DE FORMATION

La Région, le Département du Cher et 7 CFA (portés par des structures publiques) s'appuient sur le GIP RECIA, à la fois pour la conception générale des infrastructures des établissements de formation, pour le déploiement de solutions logicielles, et pour la maintenance des infrastructures et des postes de travail.

Près de la moitié des personnels du GIP RECIA travaille dans le service GSI et ce sont tous des informaticiens. On distingue les infrastructures, les postes de travail et leurs logiciels et le « Centre de services de support » qui résout les incidents et répond aux demandes des établissements de formation.

Une infrastructure unique

Le GIP fournit un effort continu d'industrialisation et de centralisation de son infrastructure, en s'adaptant aux évolutions technologiques et en s'appuyant autant que faire se peut sur des solutions libres de droits. En 2023, l'ensemble des solutions déployées sont normalisées et répondent à un schéma unique d'infrastructures pour l'ensemble des sites quels que soient leur type et leur appartenance : Éducation Nationale, ministère de l'Agriculture, collectivités territoriales ou organismes de gestion. L'intégralité des systèmes d'exploitation et applicatifs métier sont dans les dernières versions stabilisées.

En revanche, chaque spécificité est prise en compte, qu'elle soit pédagogique avec le besoin de logiciels particuliers ou d'adaptation du réseau pour la prise en compte ou non de l'informatique administrative ou de schémas complexes pour des disciplines demandant une infrastructure dédiée. Dans ce cadre, par exemple, une solution de MDM (Mobile Device Management) a été mise en place dans les collèges du Cher pour la gestion de 1000 tablettes (Android et iPad).

Le renforcement de la sécurité

L'année 2023 est caractérisée par un durcissement de la politique de sécurité préconisée par l'État. Grâce aux outils libres Zenarmor, les systèmes de filtrage ont été renforcés, et avec Packetfence, la généralisation du protocole 802.1x/MAB pour la sécurisation des réseaux filaires a été déployée dans tous les lycées. Ainsi, seuls les matériels connus et inventoriés peuvent accéder aux ressources internes de l'établissement. Les autres peuvent uniquement sortir sur Internet, au travers du portail captif après identification de l'utilisateur. Parallèlement la politique d'identification a été durcie, les droits d'administration définitivement enlevés ainsi que les connexions fonctionnelles ou anonymes.

Afin de s'assurer de sa conduite en matière de sécurité, le service GSI s'est engagé dans la démarche « Parcours Cyber » préconisée par l'ANSSI.

En 2023, l'antivirus des parcs des établissements a été remplacé sur plus de 40000 stations. WithSecure EPP est le produit désormais déployé. En moyenne sur un mois, ce sont près de 6000 tentatives d'infections qui sont bloquées (dont 5000 proviennent de clés USB). Le chiffre le plus important observé durant un jour est de 1600 infections traitées. Depuis que WithSecure EPP est la solution de protection des stations administrées, il n'y a pas eu de détection de la part de Renater d'une activité malveillante mettant en cause l'une de ces stations.

Le centre de services de support

Le centre de services de support assure la réponse aux sollicitations de 175 établissements d'enseignement et de formation, ce qui représente un peu plus de 23000 dossiers ouverts en 2023, soit une augmentation d'activité d'environ 10% par rapport à 2022. 75% des sollicitations ouvertes concernent l'environnement de travail des usagers (PCs, portables, imprimantes, tablettes), 25% traitent de projets, d'infrastructures, d'outils divers.

En 2023, le chantier de mise à jour des parcs a été poursuivi pour atteindre 90% des machines éligibles à Windows 10 migrées. En 2024, pour les matériels ne possédant pas la licence W10, l'équipe IDMS de GSI tente une relance de la solution Linux afin de permettre à des PC anciens de pouvoir rester dans le parc à moindre coût et en respect de la sécurité.

L'assistance continue à prendre en charge les nouveaux projets des partenaires tels que la TOIP (Téléphonie sur internet) et l'intégration des usages pour les agents Région dans les lycées.

Le centre de service assure la supervision des infrastructures des établissements, le nombre d'objets dans les réseaux informatiques gérés à distance est actuellement de :

Type d'objets (en production)	Nombre
Serveur physique	567
Machine virtuelle	1988
Switch	3924
Borne wifi	6196
PC	50174
Equipement réseau divers (GTC, PPMS, TOIP...)	5426

Soit un total de 68 275 objets télégérés.

Dans la transversalité, l'équipe répond désormais :

- aux appels des bénéficiaires de services de E-administration et traite 30% des sollicitations de ce périmètre
- aux appels incidents cyber, dans le cadre du CSIRT ouvert en mars 2023

La mobilité

Avec la généralisation de la brique de portail captif et la sécurisation du réseau, de nouveaux modes de déploiement ont été mis à disposition pour les matériels mobiles : prise en charge des ordinateurs portables dans tous les modes possibles : BYOD (Bring Your Own Device), COPE (Corpored Owned, Personaly Enabled) ainsi que leurs variantes. Plusieurs milliers de portables ont été déployés dans des configurations différentes adaptées aux besoins des établissements et utilisateurs.

Afin de prendre le relais sur la solution d'administration Airwatch du Rectorat, le service GSI a fait l'acquisition de l'UEM (Unified Endpoint Management) Mobileiron pour la gestion des tablettes des collèges du Cher.

Sobriété numérique

De nouvelles dispositions ont été prises avec la Direction de l'Éducation et de la Jeunesse de la Région dans une démarche d'économie d'énergie.

Un travail a été réalisé sur l'extinction automatique des écrans, la généralisation de l'extinction des ordinateurs le soir et particulièrement la réduction du démarrage des postes de travail avant les cours avec un recensement des seuls matériels qui doivent être opérationnels à la première heure.

LES ESPACES NUMERIQUES DE TRAVAIL

Tous les collégiens et tous les lycéens de notre région utilisent, sous des noms différents, la même infrastructure d'Espace Numérique de Travail. Cette mutualisation permet des coûts faibles, une continuité dans les usages (dans les autres régions, on procède par appel d'offres tous les 4 ans), et une amélioration continue des services.

Une étude sur l'expérience des utilisateurs de l'ENT a été confiée au cluster Nekoé qui a fourni ses conclusions et préconisé des pistes d'amélioration. Les travaux se poursuivent avec l'organisation d'ateliers de co-construction pour la fourniture de maquettes qui guideront les développements à réaliser. Les premières évolutions ergonomiques sont prévues pour septembre 2024.

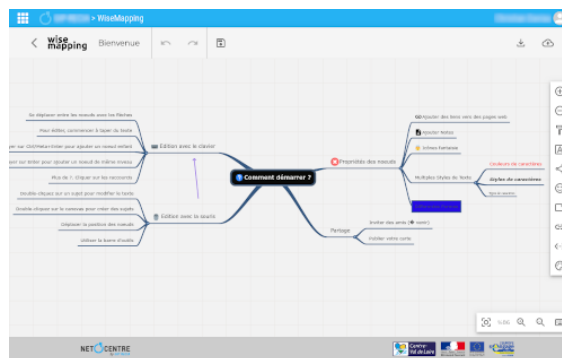
Une autre étude a été menée pour vérifier et améliorer encore davantage la sécurité de la plateforme Nextcloud qui est de plus en plus utilisée. Les préconisations de l'étude sont analysées pour une mise en œuvre dans un contexte budgétaire maîtrisé.

Le GIP a travaillé étroitement avec les collectivités pour la présentation des ressources d'orientation, l'évolution du système d'information pour les serveurs administratifs, l'intégration des outils de restauration scolaire, la mise en œuvre des menus de cantines automatiquement alimentés, l'utilisation de l'ENT pour le Conseil départemental des jeunes du Cher et les entretiens professionnels des ATTEE.

Dorénavant les comptes ENT des agents de la région et des départements du Cher, de l'Eure-et-Loir et du Loir-et-Cher sont alimentés automatiquement depuis des informations fournies par les collectivités.

Un outil permettant de créer des cartes mentales a été déployé et d'autres sont en cours d'intégration (tableau blanc interactif, exerciceur WIMS, enrichisseur de fichiers PDF, ...).

En parallèle, le GIP RECIA a participé à plusieurs groupes de travail sur l'évolution du SDET (Schéma Directeur des Espaces Numériques de Travail), la définition de la doctrine technique du numérique éducatif et la préparation de la venue de la plateforme ELEA. Il a également participé aux réflexions sur l'évolution de l'outil de visioconférence/classe virtuelle Big Blue Button en lien avec FUN (France Université Numérique) et la DNE (Direction Nationale de l'Éducation).



LES SERVICES NUMERIQUES AUX COLLECTIVITES

Depuis ces 3 dernières années, les services numériques proposés aux collectivités du territoire se développent fortement. Ce sont aujourd'hui 900 organismes publics qui utilisent un ou plusieurs de nos outils ou bénéficient d'un accompagnement de nos équipes (RGPD, Cybersécurité, ...). L'année 2023 marque un léger ralentissement des souscriptions aux services d'E-administration (+45 nouvelles adhésions) et Délégué à la

Protection des données (+24 nouvelles adhésions) tandis que l'environnement numérique de travail pour les écoles permet d'enregistrer 146 nouvelles adhésions.

Afin de répondre à la demande, les équipes ont été renforcées et le service compte, à fin 2023, 20 agents et 2 apprentis. Ces agents ont d'ailleurs tous été réunis début mai dans le Loir-et-Cher pour un séminaire dont le but était de favoriser la cohésion et la communication interne et d'échanger sur les valeurs et les axes de développement du service.

Jusqu'alors, les référentes de proximité assuraient une promotion de l'offre de service du GIP en allant à la rencontre des élus et agents territoire par territoire. En 2023, le groupement a souhaité revoir cette stratégie de développement en se positionnant non plus seulement comme un fournisseur public de solutions informatiques mais comme un tiers de confiance expert dans les domaines du numérique et de la cybersécurité.



Dans ce cadre, nous avons organisé une 1ère journée d'animation en octobre dernier au cours de laquelle élus et agents de collectivités du bassin de vie du Giennois ont participé à différents ateliers thématiques autour des données territoriales, de la cybersécurité, de l'inclusion numérique, du RGPD, du parapheur électronique ou encore de l'espace numérique de travail pour les écoles. Les équipes du

groupement en ont profité pour aller à la rencontre de plusieurs collectivités de ce territoire, recueillir leurs besoins et identifier les problématiques du quotidien. Enfin, en soirée, a été organisée une table-ronde sur le thème de la transition numérique de l'action publique dans le bassin de vie du Giennois, à laquelle les collectivités, services publics, partenaires, associations, acteurs locaux, étaient invités à participer.

E-administration

Le GIP RECIA propose depuis 2016 des outils d'E-administration aux collectivités et organismes publics de la région Centre-Val de Loire. Aujourd'hui, le socle E-administration comprend une douzaine d'outils favorisant les usages de la dématérialisation en collectivité en améliorant l'efficacité des processus dans le domaine de la gestion administrative (gestion des assemblées et des transmissions au contrôle de légalité des actes, publication des actes en marque blanche, opendata, convocation électronique des élus, i parapheur...), de la gestion financière (automatisation de la chaîne comptable en interopérabilité avec les éditeurs de logiciel financier), et des marchés publics (outil de rédaction des pièces de marché et de la publication des DCE...).

L'année 2023 a été marquée par le départ de deux piliers du projet E-Administration : M. Dubreuil qui assurait la mise en place des solutions de dématérialisation et Mme Pradinat en charge du pilotage et de la promotion de la dématérialisation sur le territoire. L'équipe en place compte désormais 2 référentes de proximité et 4 chargés d'assistance technique qui ont vocation à sensibiliser et acculturer les décideurs territoriaux, les agents et élus sur les enjeux de la dématérialisation en collectivités, mais aussi à accompagner, former et dépanner nos utilisateurs.

Afin de garantir le bon fonctionnement de nos outils au regard du nombre croissant d'utilisateurs, le groupement a fait le choix de collaborer avec un autre Opérateur Public de Service Numérique, le GIP SIB, qui maîtrise parfaitement les solutions logicielles mises en place sur notre territoire. Ainsi, la migration des données et applicatifs a été réalisée en début d'année 2023 et la reprise de l'exploitation en septembre dernier. Ces deux opérations techniques importantes ont grandement amélioré la disponibilité des outils ainsi que leur fonctionnement, en particulier l'i-parapheur. La fiabilité des nouvelles infrastructures sur lesquelles reposent désormais nos outils permet d'envisager des montées de version améliorant l'ergonomie des applications ainsi que la mise en place de nouveaux services tels que la gestion du courrier (WebGFC), le traitement dématérialisé des actes d'urbanisme (Pack Urba) ou encore la dématérialisation complète de la gestion des délibérations (Webdelib). Pour ces 3 nouveaux modules, des expérimentations sont actuellement en cours sur quelques collectivités pilotes avec la perspective de les déployer à compter du dernier trimestre 2024.

L'offre e-administration s'enrichit avec la mise en place de la « Valise ONE » qui propose un ensemble de logiciels libres pour aider les petites et moyennes collectivités locales à améliorer leur sécurité numérique, leur efficacité et leurs relations avec les citoyens. Elle a été expérimentée en 2022 et 2023 auprès d'une cinquantaine de communes sur les six départements, avec l'aide du plan France Relance, et l'appui de la Préfecture de région. Le projet ayant pris du retard, le GIP a bénéficié d'un délai supplémentaire et l'expérimentation s'est achevée en septembre 2023. Cette nouvelle offre sera promue sur le territoire à compter de 2024 à un coût maîtrisé, dont la majeure partie correspond à un temps d'accompagnement des services des communes. Il faudra une centaine de communes abonnées pour couvrir les coûts, et la fin de l'année 2024 sera l'occasion de vérifier que le modèle économique est viable.

Accompagnement juridique – Protection des données (AJPD)

Au 31 décembre 2023, on compte 428 entités bénéficiaires (tout type de structure confondu) du DPO mutualisé du GIP RECIA. La baisse des adhésions aperçue en 2023 se poursuit donc pour la seconde année consécutive avec seulement 24 adhésions sur l'année 2023.

Parmi ces 24 nouvelles adhésions, 8 sont des formules essentielles du DPO mutualisé qui permet aux entités de petite taille d'accéder à une version allégée de la prestation mais pour un tarif contenu. Cette offre lancée en juin 2022 commence donc à trouver son public.

En 2023, on constate d'après les données CNIL que de nombreuses structures publiques du territoire régional n'ont toujours pas désigné de DPO malgré l'obligation légale et le risque de sanction (1 commune française sanctionnée en 2023 par la CNIL)

- Seules 739 communes sur les 1758 de la région soit 42,04% ont désigné un DPO auprès de la CNIL (dont 342 ont choisi le GIP RECIA) ;
- Seuls 79 EPCI (hors SIVU et SIVOM) sur les 286 de la région soit 27,62 % ont désigné un DPO auprès de la CNIL (dont 42 ont choisi le GIP RECIA).

Ces chiffres témoignent à la fois d'un bilan encourageant pour le GIP mais d'une réalité inquiétante sur la prise en compte par les différentes institutions publiques du territoire régional des enjeux de la protection des données personnelles. Le Pôle AJPD bâtira une stratégie pour tenter de convaincre les territoires encore non engagés dans une démarche de mise en conformité RGPD de la nécessité de mieux protéger les données personnelles et donc les droits et libertés fondamentaux des citoyens.

L'effectif du Pôle AJPD reste stable à 5 DPO sur l'année 2023. Une DPO a quitté le GIP en février et a été remplacée en juin.

L'équipe AJPD a traité sur l'année 2023, 246 sollicitations émanant des entités bénéficiaires. Ces sollicitations sont de nature diverse et nécessitent parfois plusieurs heures voire journées d'analyse. Une sollicitation comprend aussi bien une étude juridique, que la gestion d'une plainte auprès de la CNIL, d'une violation de données ou encore la gestion d'une demande d'exercice des droits (accès, rectification, opposition etc.).

En 2023 l'équipe a principalement mis l'accent sur le volet sensibilisation avec la création de contenus ludiques et pédagogiques. À côté des infographies RGPD désormais mutualisées avec les autres OPSN via l'association Déclic, il est désormais proposé aux membres différents contenus à intervalles réguliers tels que :

- des ateliers participatifs en visioconférence (4 fois par an) qui permettent d'étudier de manière approfondie sous l'angle du RGPD une problématique métier (chaque session a affiché complet en 2023).
- des ateliers de sensibilisation sur site sous forme de jeu.

Dans le même esprit, l'équipe a organisé une journée de sensibilisation au RGPD pour l'ensemble des agents du GIP RECIA à l'occasion de la journée mondiale de la protection des données (JMPD) le 27 janvier 2023. Un projet d'organisation de cette même journée avec les membres bénéficiaires est à l'étude pour 2025.

Prestations Numériques Mutualisées

Depuis l'ouverture du pôle en 2018, environ 50 collectivités ont adopté l'offre de "prestations numériques mutualisées". Pour répondre aux demandes croissantes, l'équipe a été renforcée. Elle comprend maintenant quatre techniciens de terrain, un administrateur système, un apprenti spécialisé en cybersécurité et une apprentie en analyse de données. La gestion de projet occupe une place prépondérante, assurée par une chargée de projets IT assistée d'une chargée de mission polyvalente.

L'équipe apporte un conseil global sur la transformation numérique des collectivités, en particulier un soutien en maîtrise d'ouvrage pour les grandes structures, tandis que des solutions complètes sont privilégiées pour les plus petites. Le pôle fonctionne comme une DSI Mutualisée, gérant les systèmes d'information des collectivités qui en font la demande et soutient les écoles, en continuité avec l'accompagnement antérieur du Rectorat, notamment dans l'Indre-et-Loire et le Loiret.

Face à l'importance croissante des enjeux de cybersécurité et suite au parcours Cyber de l'ANSSI finalisé en 2022, l'offre de service du pôle s'est enrichie et notamment, grâce aux financements du plan France Relance. Cela inclut la possibilité de sécuriser les données sur les serveurs du groupement, hébergés au Data Centre Régional, garantissant ainsi la récupération des données en cas d'incident.

Ainsi, le pôle se positionne désormais comme un acteur clé en conseil et assistance en cybersécurité pour les collectivités, en complément du Centre de Réponse à Incident Cyber « CybeRéponse », en concentrant ses missions sur l'amélioration continue de la maturité CYBER, en parallèle de la maturité NUMÉRIQUE globale.

A intégrer dans les prochains mois dans les différents projets, le volet « sobriété numérique » en recherchant l'efficacité interne et en réduisant les déplacements des équipes.

PrimOT

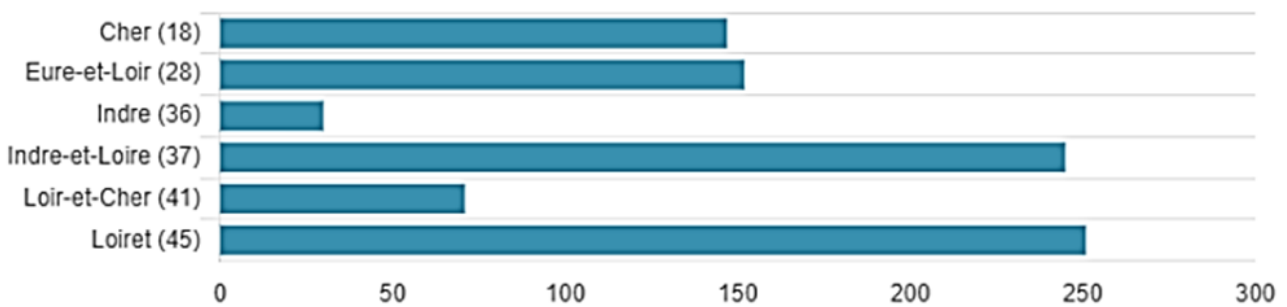
PrimOT, l'Espace Numérique de Travail (ENT) dédié aux écoles primaires de la région Centre-Val de Loire, a connu un succès croissant depuis son lancement en septembre 2021. Porté par l'académie d'Orléans-Tours et mis en œuvre par le GIP RECIA, il offre aujourd'hui ses services à près de 900 écoles, représentant 45% des établissements de la région.



PrimOT met à disposition des enseignants et des élèves une large palette d'outils et de ressources pédagogiques, favorisant ainsi des pratiques innovantes. Cet ENT permet également aux familles de suivre la vie de l'école, l'activité de leurs enfants et de communiquer avec les enseignants.

Si l'adoption de PrimOT est encourageante, des disparités territoriales existent encore. En effet, Le Loiret et l'Indre-et-Loire comptent parmi les départements où PrimOT est le plus largement déployé, avec un nombre d'écoles et de collectivités adhérentes significatif. Le département du Cher affiche cette année une augmentation du taux d'adhésion ceci étant en parti dû au programme TNE, tandis que l'Indre et le Loir-et-Cher accusent un certain retard.

Répartition des écoles initialisées :



Alors que le marché actuel touche à sa fin, le GIP se penche sur l'avenir de PrimOT. Une analyse des solutions déployées dans d'autres régions est en cours, avec pour objectif d'offrir aux collectivités une utilisation encore plus complète et optimale de cet outil.

En s'adaptant aux besoins et aux usages des communautés éducatives, PrimOT s'affirme comme un véritable pilier de la transformation numérique de l'école primaire dans la région Centre-Val de Loire. Son développement continu permettra de garantir à tous les élèves un accès à des outils pédagogiques modernes et performants.

3. L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE

L'année 2023 a été marquée par les 20 ans du GIP RECIA.

Cet anniversaire a été célébré à l'issue de l'assemblée générale de décembre. A cette occasion, une rétrospective permettant de revenir sur les 20 années d'existence du GIP agrémentée des témoignages des anciens et actuels présidents et directeurs a été présentée aux membres présents en présentiel et distanciel. Celle-ci, a permis, en images et à travers des dates et moments-clés, de revenir sur ces 20 dernières années, mettant ainsi en avant ses actions, ses évolutions, ses faits marquants et sa croissance témoignant aussi de ses réussites.

Le secrétariat général a pleinement œuvré pour proposer, ce même jour, une soirée anniversaire mêlant bonne humeur et convivialité à l'Orangerie de Meung-sur-Loire à l'attention des agents du GIP, des membres et des partenaires. Plus d'une centaine de personnes ont ainsi pu assister à une remise de diplôme symbolique en l'honneur de tous les agents et profité des différentes activités proposées.

L'année 2023 a également été l'occasion de définir la feuille de route du groupement pour les 4 années à venir. Les grands objectifs sont les suivants :

- Un positionnement au service de l'action publique
 - être un centre de ressources et de compétences régional autour du numérique pour l'action publique et contribuer aux stratégies régionales ;
 - contribuer à l'animation de la communauté numérique régionale (II) ;
 - être le support d'expérimentations, de mutualisations et de prestations de services
- Des équipes dans un centre de ressources pérenne
- Le GIP RECIA, un incubateur de services publics numériques, un animateur impliqué
 - Le GIP a parfois un rôle central d'animation (Doterr, réseau des acteurs cyber, réseau du numérique responsable), ou un rôle d'opérateur (valise ONE, e-portfolio, RECOR), ou encore un rôle d'incubateur (CSIRT). Il est également très impliqué dans des consortiums comme le Hub-lo ou le Loire Valley Data hub et il est possible qu'il soit actif dans l'émergence de cas d'usages du Climate Data Hub par exemple.
- Sensibiliser, déployer, former, accompagner dans la mutualisation et la proximité

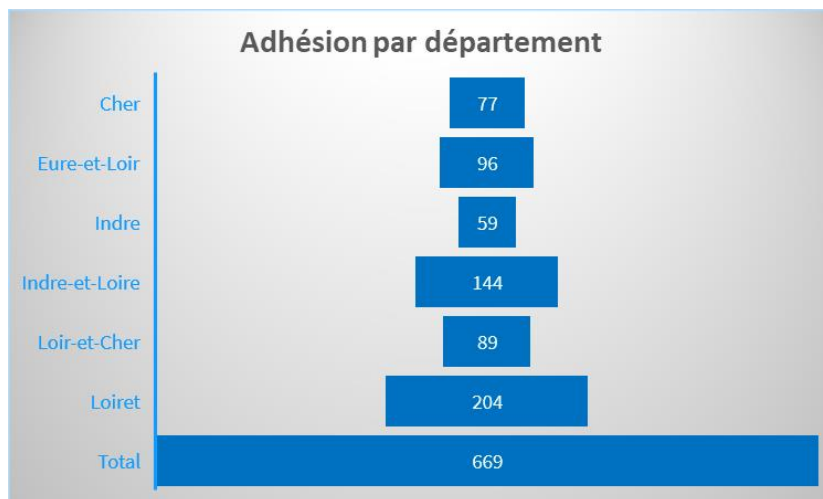
LES ADHESIONS

La convention modifiée par la liste des nouveaux membres 2022 a été approuvée par arrêté préfectoral en date du 27 juin 2023, passant ainsi le nombre d'adhérents du GIP RECIA de 289 à **466**.

Durant l'année 2023, l'offre de services du groupement et en particulier l'environnement numérique de travail pour le 1^{er} degré dénommé « PrimOT » a permis l'adhésion de 204 nouveaux membres.

Une seule commune a demandé son retrait car n'utilisant finalement pas le service qu'elle avait souscrit.

Le groupement compte désormais un total de **669 adhérents** représentant 920 structures bénéficiaires des services.



Le dernier conseil d'administration de l'année 2023 a enregistré 34 demandes supplémentaires (et 3 retraits) qui seront soumises à l'approbation de l'assemblée générale en fin d'année 2024.

LE PARTENARIAT AVEC LES OPERATEURS DE SERVICES PUBLICS NUMERIQUES

En tant Opérateurs Publics de Services Numériques (OPSN), le groupement approfondit ses partenariats avec les OPSN des autres territoires fédérés par l'association DECLIC auquel le GIP adhère et dont le Directeur du groupement siège désormais au conseil d'administration.

Ainsi, en février 2023, le groupement a reçu la visite de Megalis Bretagne, acteur important du numérique sur le territoire régional de la Bretagne. L'occasion d'échanger sur les pratiques et projets de chacun tout en considérant les spécificités territoriales de nos régions. Ont été abordés des sujets tels que l'E-administration, la cybersécurité, les réseaux de fibre optique, l'open data... Les différents services des deux structures ont ainsi pu se présenter permettant d'aller encore plus loin dans la volonté du GIP de mutualiser, de partager ses connaissances et ressources et de se nourrir de l'expérience des autres.

En octobre 2023, le groupement a participé aux rencontres nationales de Déclic à La Roche/Yon. Au programme, une variété de sujets autour des enjeux de la transformation numérique et de la mutualisation abordés en plénière et des ateliers thématiques afin d'échanger entre pairs : numérique responsable, cybersécurité, inclusion numérique, état de la transformation numérique des services publics, données publiques...

LES REUNIONS STATUTAIRES

L'assemblée générale, qui s'est tenue en décembre 2023 dans les nouveaux locaux du GIP RECIA sur le site du BRGM à Orléans, a accueilli une quarantaine de personnes en présentiel et 70 participants en visioconférence. En amont de la tenue de cette instance, les adhérents ont été conviés à une visite des locaux et ont ainsi pu aller à la rencontre des équipes et bénéficier de présentations et de démonstration de nos services.

Bien que le quorum n'ait pas été atteint, les points à l'ordre du jour ont été présentés aux membres, et en particulier le programme d'activité 2024. Une seconde assemblée générale, sans condition de quorum, a été convoquée le 19 décembre 2023 en amont du dernier conseil d'administration de l'année. Les adhérents ont approuvé à l'unanimité le programme d'activité 2024, les modifications de la convention constitutive et la nouvelle composition du conseil d'administration suite à l'appel à candidature lancée en septembre 2023 visant à renouveler le mandat des administrateurs élus.

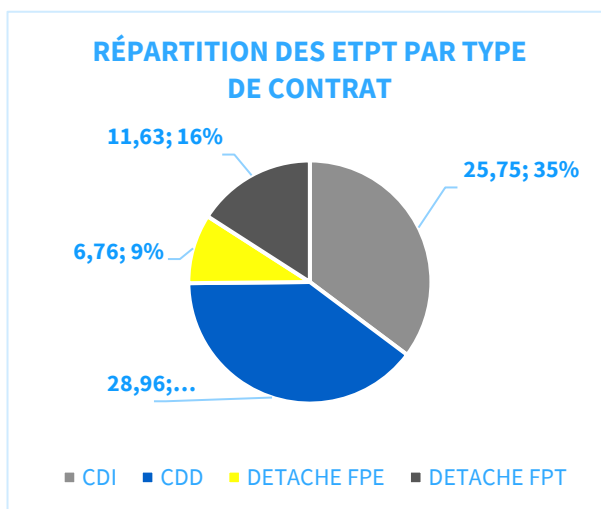
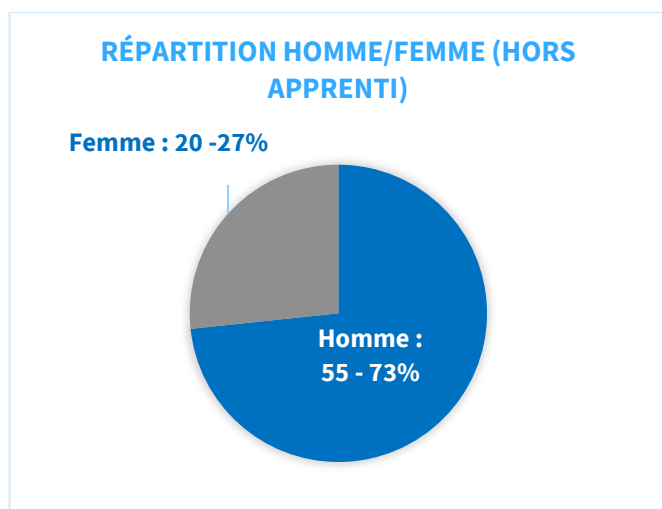
Composition du conseil d'administration – mandature 2024-2027

Collège	Catégorie	Droits de vote	Nom de la collectivité	Représentant titulaire
1	ETAT	31%	Préfecture de la région Centre-Val de Loire et du Loiret	BROCAS Sophie
			Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours	HALBOUT Gilles
	REGION	41%	Région Centre-Val de Loire	CREPIN Guillaume
				GABORET Jalila
				JEAN Arnaud
2	DEPARTEMENTS	10%	Département du Cher	BARNIER Patrick
			Département d'Eure et Loir	LEMARE Jacques
			Département de l'Indre	FONTAINE Virginie
			Département d'Indre et Loire	GINER Sylvie
			Département du Loir-et-Cher	GOUET Philippe
			Département du Loiret	NERAUD Frédéric
	COMMUNES < 1 000 HBTS	8%	Commune de Morville en Beauce	JEANNE Georges
	COMMUNES > 1 000 HBTS		Commune de Blois	MERESS Rachid
	COMMUNAUTES DE COMMUNES		CC des Terres du Val de Loire	ECHEGUT Patrick
	METROPOLES ET AGGLOMERATIONS		Bourges Plus	VOLLOT Jean-Marie
3	UNIVERSITES	10%	Université de Tours	BILLAULT Bertrand
			Université d'Orléans	EXBRAYAT Matthieu
	AUTRES MEMBRES		GIP Centre-Val de Loire E-santé	VALLIN Xavier
			Institut National des Sciences Appliquées	CHAMAILLARD Yann
			Chambre de métiers et de l'artisanat Centre-Val de Loire	RENIER Francis
			SIAEP Brinon Clément	JATHAN Philippe

LES SERVICES INTERNES

Le personnel

En 2023, le GIP a comptabilisé 73,10 Equivalents Temps Plein Travillés (ETPT). Au 1er janvier 2024, l'effectif s'établit à 75 agents et 11 apprentis soit 86 agents au total. La moyenne d'âge est de 38 ans.



La masse salariale 2023 est de **5 233 421 € soit une augmentation de 17% par rapport à 2022**, compte tenu d'une évolution des effectifs de **+13%**.

En janvier 2023, une enquête sur la qualité de vie au travail a été réalisée auprès de l'ensemble des collaborateurs. Elle a permis d'évaluer la satisfaction des agents sur 4 thématiques : l'environnement professionnel, l'organisation du travail, l'emploi, l'équipe et la hiérarchie. Les résultats globalement très satisfaisants ont toutefois permis d'identifier certains axes d'amélioration des conditions de travail et de définir un plan d'action pluriannuel.

En 2023, de nouveaux locaux dans le Cher ont été recherchés pour installer les équipes de Bourges et en particulier les techniciens informatiques qui interviennent dans les collèges du Cher. Les équipes ont officiellement pris possession des lieux fin janvier 2024 après quelques travaux informatiques et d'aménagement. L'inauguration officielle se tiendra le 28 mars 2024 en présence du Président du groupement ainsi que des membres et partenaires locaux.

Concernant le dispositif social, le groupement finance l'Association Actions Sociales et Culturelle à hauteur de 1% de sa masse salariale.

La communication

De nouveaux supports numériques et papier, ont vu le jour, toujours dans le but de développer la communication à destination des agents et d'assurer la communication externe auprès de nos membres et partenaires (CybeRéponse, ReCOR, ...)

Un nouveau site entièrement dédié au Services numériques aux collectivités a été mis en ligne en janvier. Il permet de retrouver l'ensemble de l'offre de services dédiés aux organismes publics du territoire : outils de dématérialisation, accompagnement numérique et informatique, conseil RGPD ; environnement numérique de travail pour les écoles. Y figurent également tous les tutoriels de prises en main des outils d'E-administration de la suite Solaere.

Le site internet du groupement a également fait peau neuve en fin d'année 2023. Réalisé par une agence de communication chartraine, il a été entièrement repensé avec une page d'accueil plus claire, une navigation plus fluide, une esthétique plus moderne et chaleureuse et une meilleure ergonomie. Le contenu a également été retravaillé afin d'offrir un accès plus rapide et efficace à l'information avec des rubriques simplifiées. Le site répond désormais aux exigences du Référentiel Général sur l'Amélioration de l'Accessibilité (RGAA).

Afin de promouvoir au mieux nos actions, un prestataire a été sélectionné dans le cadre de la commande publique pour réaliser des vidéos professionnelles. En 2023, plusieurs projets ont ainsi été réalisés (Valise ONE, services d'E-Education, Assises du GIP, TNE).

La gestion des marchés et des budgets

Le compte financier fait état d'une exécution budgétaire en dépense de 20 621 K€ pour un budget rectificatif de 21 126 K€ soit un taux d'exécution de 97,61%. Ce montant n'inclut pas le remboursement partiel de l'emprunt souscrit dans le cadre du projet RECOR pour un montant de 4 500 K€.

Par ailleurs, le groupement sollicite des subventions, lesquelles impliquent une gestion très attentive des justificatifs de l'action, notamment pour l'obtention des fonds européens. Un audit de la commission européenne a été réalisé en 2023 sur un dossier de groupement avec un rapport définitif satisfaisant puisque le montant total de la subvention alloué au groupement a été maintenu.

Concernant les marchés, le groupement a adhéré en 2023 à la centrale d'achats RESAH, groupement d'intérêt public (GIP) créé en 2007 dont l'objectif est de mutualiser les achats du secteur public. Le groupement a souscrit deux marchés informatiques.

La sécurité des systèmes d'information

Depuis l'automne 2022, le GIP RECIA a identifié un RSSI qui cumule cette fonction avec celle de délégué à la protection des données (DPO). Un comité de pilotage Sécurité des systèmes d'information et informatique et libertés (COPIL SSIL) a été mis en place. C'est une instance de gouvernance et de concertation au sein de laquelle sont étudiées les sujets liés à la sécurité des systèmes et au RGPD. Parmi les actions menées sur 2023 on peut citer :

- La formalisation d'une politique de sécurité pour la préparation des postes de travail des agents GIP ;
- La mise en œuvre d'un système de protection global de la messagerie ;
- Différents exercices de sensibilisation auprès des agents et notamment avec une campagne de faux mails malveillants ;
- La modernisation des politiques de relatives aux mots de passe sur l'annuaire central du GIP ;
- Le déploiement sécurisé du nouveau site recia.fr en lien avec la communication ;
- La gestion de deux incidents importants mais n'ayant pas eu de conséquences sur le fonctionnement global du GIP.

CONCLUSION

L'année 2023 aura été exceptionnelle pour le GIP RECIA, avec de beaux chantiers, depuis l'animation de la quatrième version de la SCORAN, jusqu'à la mise en œuvre opérationnelle du réseau RECOR et la création du CSIRT Régional « CybeRéponse ».

La nouvelle feuille de route, validée en décembre 2023, prend en compte une situation plus difficile pour les temps à venir, avec un certain attentisme sur les outils numériques, toujours aussi présents mais qui suscitent des questions éthiques avec l'avènement de l'intelligence artificielle, génèrent des obstacles pratiques qui rebutent des citoyens, montrent des limites concrètes quand on mesure l'impact environnemental des nouveaux usages.

Il est aussi probable que de nouveaux acteurs souhaitent venir sur les thématiques défrichées par le GIP RECIA, et qu'il faille dans le futur mieux prendre en compte les évolutions imprimées par « l'Etat plate-forme ».

A l'heure où les budgets se compriment, et où dans le même temps il devient très difficile de trouver et de garder des compétences, le GIP sera très attentif à trouver des modèles économiques de mutualisation qui lui permettent d'accompagner ses adhérents, lesquels apprécient sa présence de terrain, son agilité, et le champ des techniques maîtrisées.

20 ans, c'est un bel âge pour inventer de nouvelles impulsions, en ayant le soin de voir loin dans un paysage très changeant.